



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SUEZ IDF



Lundi 11 mars 2024

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires

152 milliards d'euros : voilà les bénéfices net qu'ont cumulés les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettent leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ».

Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Elior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains salariés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réduction budgétaires.

Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

Premiers impactés par la fusion, les services supports

Dans les équipes de terrain ou dans les autres agences, on a du mal à se rendre compte de la charge de travail des services supports qui sont confrontés à la fusion PSO/CIF. Mais on y est nous mêmes confronté quand on postule et qu'on n'a pas de réponse, ou juste lorsqu'on ne comprend pas sa fiche de paie.

1 400 salariés, une seule DRH et une seule coordinatrice sécurité ! Dans ces services, s'il manque une personne, on est démuni et les alternants sont là pour combler les manques, alors qu'ils doivent avant tout apprendre un métier. Eux non plus n'ont pas à subir la rapacité des actionnaires.

Les joies de l'informatique

Merci aux collègues de l'informatique et à leur travail de proximité. A l'heure de la dématérialisation, ils ne chôment pas ! On est nombreux à les solliciter quotidiennement car les logiciels avec lesquels on doit travailler sont nationaux et pas adaptés à notre travail.

A cela s'ajoutent des mises à jour de nos ordinateurs de plus en plus fréquentes, alors que ceux-ci ne rajeunissent pas... L'entreprise aurait bien les moyens de renouveler le matériel plus souvent !

Livret Armes ?

Le Sénat a voté un projet de loi pour détourner l'argent du livret A vers les grandes entreprises de l'armement. Une première version avait été retoquée par le Conseil constitutionnel. Le livret A est l'un

des rares moyens pour la majorité des travailleurs de mettre un peu d'argent de côté. Il est censé financer les logements sociaux et il y en aurait bien besoin tant se loger devient impossible dans les grandes villes.

Au lieu de ça, le gouvernement ne cesse de réduire la construction de HLM, 40 % des encours du livret A servent déjà à autre chose... et les sénateurs veulent saisir le reste pour des outils de destruction.

Les bas-de-plafond de l'Action française en action

Le jour même de la cérémonie inscrivant la liberté d'accès à l'IVG dans la Constitution, l'Action française, mouvement royaliste, a vandalisé à La Roche-sur-Yon la statue de Simone Veil qui fit adopter en janvier 1975 la loi dépenalisant l'avortement. Dans une vidéo revendiquant cette

action, on peut voir une petite dizaine de personnes filmées de dos en train de déposer au pied de la statue des poupées de bébés aspergés de faux sang puis teindre en rouge l'eau de la fontaine que la statue surplombe. Si cet acte de vandalisme imbécile ne peut que révolter, il faut cependant constater que l'extrême droite est incapable de mobiliser plus qu'une poignée de crétins pour s'en prendre symboliquement aux droits des femmes.

Iran : la résistance continue malgré la répression

Deux jeunes femmes ont décidé de braver les interdits du régime en dansant sur une place de Téhéran pour fêter l'arrivée du nouvel an persan. La loi islamique en vigueur en Iran interdit la danse mixte ou de femmes seules en public. La vidéo de la scène est devenue virale en Iran, ainsi que de nombreuses autres montrant des femmes dansant dans des lieux publics, notamment dans le métro.

Les deux danseuses ont été arrêtées, accusées par le procureur « d'avoir brisé les normes sociales ». Depuis la mort de Mahsa Amini en 2022 pour un voile mal mis, de nombreuses Iraniennes continuent de lutter courageusement malgré la répression impitoyable de la dictature islamique.

